



PREMIÈRES FOIS

Situation inédite sous la cinquième république où pour la première fois, un gouvernement est censuré par le vote du parlement. Il est vrai que c'était aussi la première fois qu'un parti perdant les élections se voyait nommer au gouvernement !

C'est logiquement aussi la première fois où le pouvoir connaît un tel défaut de légitimité.

C'est paradoxalement aussi la première fois où l'on peut briser le TINA (There Is Not Alternative) tatchérien qui voudrait que la seule politique possible soit de ponctionner la redistribution en cassant les services publics et baisser les salaires.

La chute du gouvernement Barnier ne signifie pas la fin des attaques contre le service public. Dans cette période, c'est encore plus important de mobiliser le corps social pour exiger un changement de politique et sortir du néolibéralisme mortifère.

Les salarié·e·s doivent pousser les feux pour gagner des services publics de qualité et des salaires justes.

ON CONTINUE LES 10, 11 ET 12 DÉCEMBRE !

LA DG DROIT DANS SES BOTTES

L'Association des Maires de France (AMF) a publié un rapport en octobre 2024 interpellant assez vivement la DGFIP sur son recul territorial suite au Nouveau Réseau de Proximité (NRP) et son désengagement vis-à-vis des collectivités.

Amélie Verdier, notre DG a fait une réponse en reprenant tous les éléments de langage qu'on nous avait refourgué à l'époque. Le NRP, c'est plus de points de contacts et grâce aux Conseillers aux Décideurs Locaux (CDL), c'est plus de conseil aux collectivités. Bref, circulez les maires de France, vous n'avez rien compris, ce que vous écrivez, ce n'est que du ressenti. Un peu dur à avaler quand concrètement ce sont des centaines de services et d'implantations qui ont fermé leurs portes pour laisser la place à quelques permanences épisodiques et aux buralistes.

ON A FAIM EN FRANCE

Il y a 15,9 millions de mineurs en France en 2024 (INSEE). 22,8% d'entre eux n'ont pas trois repas par jour (UNICEF), ça fait 3,63 millions d'enfants.

VIVE LA GRÈVE

La logique gestionnaire nous fait du tort, parfois en toute « naïveté ». Ainsi, plusieurs collègues se sont

vu demander par leur responsable de service « d'anticiper » la journée de grève du 05 décembre pour ne pas créer de difficultés. Les bras nous en tombent. Rappelons que l'action de grève est là justement pour que le travail ne soit pas fait. De même, nous n'avons en aucun cas à prévenir en amont de notre participation à la grève ou non.

Bref, refusons l'anesthésie sociale, revendiquons et grévons !

Jeudi 12 décembre
Pour une industrie, des services publics et des emplois
qui répondent à nos besoins

Nantes 10h30 préfecture,
Saint Nazaire
Ancenis 15h station Esso
Chateaubriant
Clisson

BAMBOCHE & ABONDANCE

À la Drfip44, nous allons dorénavant être obligé·e·s de croire notre n°1 quand il se vante d'avoir ses entrées à Bercy, et même directement avec Amélie Verdier. L'exercice emploi 2025 nous a en effet conduit à nous pincer violemment en découvrant que nous aurions 10 A et 9 C supplémentaires en 2025 !

Bref la Drfip44, fait partie des quelques directions où se joue un léger rattrapage bien loin de compenser vraiment la situation. Par ailleurs, si nous avions une centaine d'emplois non pourvus, il s'agissait de B et de C. On s'interroge donc sur la destination de ces A supplémentaires.

JEU À SOMME NULLE ?

Le dernier rapport de la DGAFP sur l'état de la Fonction Publique révèle une baisse de la part de l'emploi public dans la population active.

Les données, de 2002 à 2022, permettent de vérifier l'augmentation de la part de contractuels par rapport aux fonctionnaires dans la Fonction Publique, avec une forte accélération de cette substitution à partir de 2015. Depuis 2002, la part de contractuels dans l'emploi public des trois versants s'est accrue de 7,5 % quand celle des fonctionnaires a perdu 6 % du total.

L'augmentation des effectifs de la fonction publique a été portée à 80 % par les contractuels.

Dans ce cadre, la situation de la DRFIP44 qui embauche 76 contractuel.les est particulièrement exceptionnelle par son importance mais s'inscrit dans un mouvement général inquiétant pour le Statut de la Fonction Publique.